

L'édition 2018 d'A Fiera di a castagna est placée sous le signe de la nécessaire revitalisation de la châtaigneraie. La prise de conscience générale est-elle indispensable ?

Achille Martinetti : *A Fiera di a castagna* a été créée, au début des années 1980, sur la base d'un constat. La châtaigneraie était en péril et il s'agissait de la sauver. L'enjeu concernait le patrimoine naturel, les savoir-faire et cette civilisation du châtaignier. C'est à cette époque, un événement subversif, à contre-courant. Parlant du postulat que plus rien n'était possible dans les villages, les activités traditionnelles n'offraient pas de perspectives ni de modernité. Cette foire fut alors l'affirmation d'un cri d'alarme. Nous voulions valoriser cette ressource et ces savoir-faire pour développer une économie. C'est l'esprit de la première foire, dans un contexte où la profession de castanéiculteur n'existait pas.

Denis Moretti : La foire a contribué à sauver la châtaigneraie. Puis elle a ensuite accompagné toutes les innovations : création de l'AOC, mise en place du premier concours agricole de farine...

Achille Martinetti : Aujourd'hui, nous avons l'impression que le cercle vertueux est en train de se rompre. Pour plusieurs raisons. Les premières sont environnementales : apparition du cynips, du chancre, maladie de l'encre, sécheresse. Mais elles sont aussi politiques. Aucune politique de plantation n'a été proposée depuis des années. C'est la foire qui a relancé la multiplication de plants. D'autre part, quand la production s'interrompt, les savoir-faire disparaissent. Il faut relancer la châtaigneraie. C'est notre cri. Nous lançons un appel à l'action qui s'adresse aux professionnels, aux politiques mais aussi à tous les Corses. Il faut relancer cette civilisa-

tion de la châtaigne.

Jean-Michel Sorba : Au moment de sa création, la foire a accompagné le passage d'une culture vivrière à une activité professionnelle. Aujourd'hui, notre inquiétude porte sur le risque d'accompagner une activité menacée de disparition. Escorter le corbillard, ce n'est jamais plaisant. Or, nous sommes convaincus qu'un avenir s'offre à la châtaigneraie.

Vous tirez aujourd'hui la sonnette d'alarme. Ce coup de clairon s'accompagne-t-il de propositions concrètes ?

Jean-Michel Sorba : Nous réfléchissons encore à la manière de formaliser ce cri d'alarme. On hésite entre un appel, un manifeste ou autre mais il sera ouvert à tous les Corses. Le châtaigner n'est pas un arbre comme les autres, il est constitutif de l'identité villageoise.

Denis Moretti : La foire, c'est son rôle, sera l'occasion de rencontrer les personnes sensibilisées à cette problématique et de sensibiliser celles qui ne le sont pas encore.

Jean-Michel Sorba : Nous avons quelques idées. Nous pensons qu'il faut élargir les discussions à d'autres corporations. En plus de la castanéiculture, nous voulons associer les filières d'élevage, porcine et ovine, et l'apiculture. Un tiers du revenu des apiculteurs provient du miel de châtaigneraie. Essayons déjà de réunir ces trois métiers.

Achille Martinetti : Il faut ensuite essayer d'en faire un arbre d'intérêt public. Et donc y associer la société civile et poser les termes d'un manifeste qui réclamerait aux élus la relance des politiques publiques en faveur de la plantation des châtaigniers. On peut lancer un appel à projets à toutes les communes de Corse pour planter, et ce sont les techniciens qui définiront les besoins, plusieurs dizaines d'hec-

tares.

Jean-Michel Sorba : Cela impliquerait des engagements de longue durée, ce qui au demeurant peut poser quelques difficultés d'ordre juridique. Comment calquer la temporalité politique, quand un mandat dure environ cinq ans, sur le long terme que réclame la relance du châtaignier ? Planter un arbre c'est facile. Mais il faut ensuite entretenir des arbres qui dépasseront les générations.

Votre appel au sursaut s'accompagne d'un constat implacable. Dans quel état se trouve la châtaigneraie aujourd'hui ?

Jean-Michel Sorba : La mauvaise santé de la châtaigneraie est le fruit d'un problème parasitaire doublé de la contrainte liée au réchauffement climatique. L'apparition du cynips a changé la donne. Le torymus a permis de ralentir la propagation de la maladie mais nous restons sur une tendance régressive de la production. D'autre part, il n'existe aucun plan de relance de la châtaigneraie. On se contente d'une activité de rente, ou presque. Sur le plan du peuplement, on a toujours travaillé sur le patrimoine que nous avons reçu sans l'agréments de nouvelles plantations. Il y a un côté tragique : au moment même où la farine de châtaigne, par sa rareté, est valorisée, on observe un effondrement de la production pour des raisons sanitaires et climatiques.

Achille Martinetti : Autre contradiction : aujourd'hui, nous disposons de tous les outils pour être autonomes. La pépinière territoriale de Castelluccio est un partenaire très important. Avant on allait dans la région bordelaise chercher les plants de châtaigner plantés en Corse.

Jean-Michel Sorba : Il faut bien comprendre que cela ne peut pas

être uniquement l'affaire d'une corporation. On ne peut pas raisonner en termes strictement économiques. On n'accepte pas d'imaginer une identité corse amputée de la culture de la châtaigne. On ne peut pas projeter cette ruralité sans sa ceinture verte que constitue la châtaigneraie.

Comment donner envie aux jeunes générations de se lancer dans une filière qui donnera ses fruits dans une quinzaine d'années ?

Achille Martinetti : C'est là qu'il faut repenser le statut de cet arbre. L'action est collective, large et surtout publique. D'où la référence à notre ancien droit coutumier. Ce patrimoine nécessite des engagements longs de la part des pouvoirs publics.

Jean-Michel Sorba : Il ne faut pas retomber dans les ornières du passé en cumulant les intentions sans lendemain. Nous ne nous plaçons pas sur le registre du *Lamentu di u castagnu* mais nous voulons au contraire élargir la problématique pour ne pas qu'elle devienne l'affaire de quelques dizaines de personnes qui en vivent. C'est plus que ça. La stratégie n'est pas fondée sur la nostalgie. La châtaigneraie est un espace stratégique agricole, au même titre que les estives ou les zones péri-villageoises.

Vous sentez-vous soutenus par les pouvoirs publics ?

Achille Martinetti : Nous n'avons pas encore entamé les discussions avec la collectivité de Corse, bien que nous ayons fait remonter nos préoccupations en comité de massif. L'appel que nous lançons dans le cadre de la foire est l'occasion de nous faire entendre et de poser la problématique. Nous n'avons pas revêtu notre gilet jaune mais nous sommes des lanceurs d'alerte. Nous nous sentons autorisés, par

nos expériences respectives, à agir de la sorte. C'est notre responsabilité et celle de la foire.

Jean-Michel Sorba : Il faudrait être sourd et aveugle pour ne pas mesurer l'ampleur de la crise. La châtaigneraie est un "milieu ressources" mais aussi un moyen de réinvestir le paysage. C'est un point d'appui extraordinaire pour repenser de vivre au village.

La châtaigneraie est-elle le parent pauvre du monde agricole aujourd'hui ?

Achille Martinetti : On ne peut pas vraiment parler de parent pauvre mais nous sommes sur des structures territoriales habituées à répondre à de la revendication immédiate et de filières. Nous nous plaçons différemment.

Jean-Michel Sorba : Pour nous, le châtaigner n'est pas une spéculation sur un catalogue d'activités comme on peut souvent le voir en termes de politiques publiques. Cet arbre est un bien public. Et nous abordons son renouveau par deux points d'entrée : il représente un moyen de reconquérir l'espace villageois et il préfigure d'un modèle de gestion d'un bien commun. Aujourd'hui, notre société ne pense plus le commun parce que nous avons l'habitude de verticaliser les choses, de raisonner en filière ou en corporations qui s'ignorent. Sur la châtaigneraie, nous avons trois professions qui fonctionnent en tuyaux d'orgue : le castanéiculteur, l'apiculteur et l'éleveur ne savent même pas qu'ils utilisent la même ressource. Aucune concertation n'est établie pour penser ce qui relève du bien commun. C'est compliqué mais nous voulons changer de paradigme.

Achille Martinetti : Résister, c'est créer.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PHILIPPE SCAPULA